



Dans son discours à la nation, Obama insiste pour attaquer la Syrie

Par [Alex Lantier](#) et [Joe Kishore](#)

Mondialisation.ca, 13 septembre 2013

[wsws.org](#)

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Le président américain Barack Obama s'est exprimé à la télévision nationale la nuit dernière, présentant au peuple américain la dernière manœuvre diplomatique de son gouvernement dans sa course à la guerre contre la Syrie. Ce discours erratique de 15 minutes n'a notamment pas demandé au Congrès d'autoriser la guerre. Il a préféré développer les négociations qui sont en train de se mettre en place à l'ONU suite à la proposition russo-syrienne de détruire les armes chimiques de la Syrie pour en faire le cadre politique du lancement d'une guerre, au mépris du droit international et de l'opposition populaire massive aux États-Unis.

Sans fournir la moindre preuve concluante, Obama a répété ses affirmations selon lesquelles le gouvernement syrien de Bashar el-Assad était responsable de l'attaque chimique qui a eu lieu le 21 août. Obama a essayé d'étayer cette affirmation avec diverses affirmations non prouvées, combinées à des images choquantes des victimes de l'attentat.

Sur cette base, le gouvernement cherche une raison de lancer une guerre aux conséquences désastreuses pour le peuple syrien, le Moyen-Orient et le monde entier. Tout en répétant le mensonge selon lequel les plans de guerre américains seraient « limités, » Obama a dans le même temps déclaré que leur objectif inclurait la « dégradation des capacités d'Assad » - c'est-à-dire, la destruction de grandes parties de l'armée syrienne et autres institutions. « L'armée des États-Unis ne fait pas les choses à moitié. » a-t-il ajouté.

Avec sa résolution d'autorisation de la guerre contre la Syrie risquant probablement la défaite au Congrès, Obama s'est mis à soutenir les négociations sur la proposition de la Syrie et de la Russie de confier les armes chimiques syriennes à des superviseurs internationaux puis de les détruire. Obama a dit qu'il avait demandé au Congrès de « retarder un vote pour autoriser l'usage de la force, pendant que nous poursuivons sur la voie diplomatique. »

Il a expliqué, « j'ai parlé aux dirigeants de deux de nos plus proches alliés, la France et le Royaume-Uni, et nous travaillerons ensemble en consultant la Russie et la Chine pour présenter une résolution au Conseil de sécurité des Nations unies qui exigera d'Assad qu'il abandonne ses armes chimiques et qu'il finisse par les détruire sous contrôle international [...] Pendant ce temps, j'ai ordonné à notre armée de conserver sa position actuelle afin de maintenir la pression sur Assad et d'être en position de réagir si la diplomatie échoue. »

Les alliés de Washington sont déjà en train de faire le nécessaire pour s'assurer que les

négociations à l'ONU échouent dans le cas où elles ne fourniraient pas un prétexte pseudo-légal pour la guerre américaine. Le gouvernement français a annoncé que la résolution des Nations unies qu'elle est en train de rédiger autoriserait spécifiquement une action militaire contre la Syrie comme mécanisme pour en garantir «l'application». Paris a écarté les protestations du président russe Vladimir Poutine, qui insistait sur l'idée qu'une résolution des Nations unies ne devrait pas autoriser une action militaire contre la Syrie. En réaction, la Russie a annulé une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU qu'elle avait convoquée pour jeudi.

Obama a clairement fait entendre que l'armée américaine se tenait prête à lancer des frappes aériennes dès qu'elle en recevrait l'ordre. Les navires de guerre en Méditerranée maintiendront « leur position actuelle afin de maintenir la pression sur Assad et d'être en position de réagir si la diplomatie échoue » a-t-il dit.

À aucun moment, Obama n'a expliqué les contradictions évidentes de sa position : si cette guerre est vraiment une tentative de Washington d'empêcher la Syrie d'utiliser des armes chimiques, pourquoi continue-t-il à vouloir une guerre après que le gouvernement syrien a juré de les abandonner ?

Obama a relevé l'inquiétude de la population sur le lancement d'une guerre dans laquelle les États-Unis interviendraient pour soutenir les milices de l'opposition dominées par des forces liées à Al Qaïda. Pourtant, il a écarté ces inquiétudes avec l'affirmation absurde qu'une décision américaine de ne pas intervenir militairement et directement renforcerait encore plus Al Qaïda. Il a dit, « Il est vrai que certains des opposants à Assad sont des extrémistes. Mais Al Qaïda ne fera que se renforcer dans une Syrie plus chaotique si les gens là-bas voient que le monde ne fait rien pour empêcher des civils innocents d'être tués par les gaz. »

C'est complètement faux. Les forces liées à Al Qaïda qui dirigent l'opposition soutenue par les États-Unis sont en train de perdre, et elles vont inévitablement tirer profit d'une attaque américaine visant à mettre hors service et détruire l'armée syrienne. Cela témoigne du fait que les prétentions de Washington de mener une « guerre mondiale contre le terrorisme » contre Al Qaïda sont politiquement frauduleuses.

Si les arguments d'Obama, examinés rationnellement, sont absurdes et incohérents, c'est parce qu'ils sont fondés sur un mensonge. Le prétexte pour la guerre, à savoir les affirmations sans preuves d'Obama sur l'usage d'armes chimiques par la Syrie, n'est pas le motif principal de la politique américaine. Washington intervient en fait pour soutenir les forces de l'opposition, organisées et financées par les États-Unis et leurs alliés européens et au Moyen-Orient, pour inverser le cours de la guerre par procuration menée par les États-Unis et provoquer une confrontation régionale plus vaste avec les principaux alliés d'Assad : l'Iran et la Russie.

Au début, le gouvernement Obama espérait utiliser l'attaque du 21 août, probablement menée par les forces de l'opposition soutenues par les États-Unis et l'Arabie saoudite, pour lancer rapidement une guerre avant qu'aucune question ne soit posée, et bien sûr sans avoir à y répondre. L'attaque à l'arme chimique, ont déclaré le gouvernement Obama et ses alliés, a franchi une « ligne rouge », et une réponse militaire est nécessaire.

Une campagne de bombardement des États-Unis était nécessaire parce que les forces de l'opposition qu'ils soutiennent étaient sur le point de s'effondrer.

Le gouvernement américain et ses alliés européens n'étaient cependant pas préparés à l'opposition populaire très majoritaire qui s'est développée face à leurs projets de guerre ; en effet les masses se rappellent les mensonges sur les armes de destruction massive qui avaient été utilisés pour justifier l'invasion de l'Irak en 2003. Cela a sapé à plusieurs reprises les diverses stratégies des puissances impérialistes qui voulaient déclencher une guerre rapidement. Le 29 août, la Chambre des communes britannique a voté contre l'autorisation de la force armée contre la Syrie, privant Obama de soutien international.

Obama a réagi en annonçant qu'il organiserait un vote pour la guerre au Congrès américain, afin de fournir une couverture politique à une guerre d'agression. Cependant, il est rapidement apparu que le Congrès américain pourrait également voter contre l'autorisation de la guerre. Finalement, dans son discours d'hier, Obama s'est gardé de dire s'il y aurait un vote au Congrès ou pas, tout en prétendant de manière incohérente que Washington devait préparer des frappes militaires, quel que soit le résultat des pourparlers à l'ONU.

Ainsi, d'un côté Obama a déclaré que la guerre contre Assad est nécessaire, parce que les armes chimiques syriennes sont « un danger pour notre sécurité. » Et d'un autre côté, en essayant de minimiser l'ampleur de la guerre qu'il prépare afin de désamorcer l'opposition populaire, il a fait remarquer : « le régime d'Assad n'a pas la capacité de menacer sérieusement notre armée [...] Ni Assad ni ses alliés n'ont intérêt à une escalade qui mènerait à sa ruine. » Pourtant cela montre précisément que la Syrie ne présente aucun danger pour la sécurité américaine, et que le prétexte d'Obama pour une guerre est une fraude et que la guerre prévue est illégale.

Derrière sa panoplie de mensonges, le gouvernement Obama, soutenu et encouragé par l'ensemble de l'élite politique et des médias, veut une solution militaire. La discussion actuelle sur une résolution des Nations unies, a peut-être temporairement retardé le risque d'une guerre mais elle ne l'a en aucun cas éliminé.

Alex Lantier

Joe Kishore

Article original, [WSWS](#), paru le 11 septembre 2013

La source originale de cet article est [wsws.org](#)
Copyright © [Alex Lantier](#) et [Joe Kishore](#), [wsws.org](#), 2013

Articles Par : [Alex Lantier](#) et
[Joe Kishore](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca